



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 27 septembre 2006 (28.09)
(OR. en)**

13293/06

POLGEN 94

NOTE DE TRANSMISSION

Origine: Madame Margot WALLSTRÖM, vice-président de la Commission européenne

Date de réception: 5 septembre 2006

Destinataire: Monsieur Erkki TUOMIOJA, président en exercice du Conseil de l'Union européenne

Objet: Communication aux membres de la Commission concernant la révision à mi-parcours du programme législatif et de travail de la Commission pour 2006

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission SEC(2006) 1052 final.

p.j. : SEC(2006) 1052 final



COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, 30.08.2006
SEC(2006) 1052 final

COMMUNICATION AUX MEMBRES DE LA COMMISSION

concernant la

**révision à mi-parcours du programme législatif et de travail de la Commission pour
2006**

Communication du Président BARROSO
en accord avec la Vice-Présidente WALLSTRÖM

Au mois d'octobre 2005, la Commission a présenté son programme législatif et de travail pour 2006¹. Ce programme, fondé sur les objectifs stratégiques définis par la Commission au début de son mandat (prospérité, solidarité, sécurité, et faire de l'Europe un partenaire mondial), présente les actions prioritaires que la Commission entend mener en 2006 afin de traduire en réalité les objectifs stratégiques. Ce programme a été adopté à l'issue d'un vaste dialogue mené avec le Parlement européen et le Conseil sur base de la stratégie politique annuelle pour 2006². Ciblé sur une centaine d'actions prioritaires, il est le reflet du processus de planification politique plus intégré et plus cohérent mis en place ces dernières années. Ce programme ne reflète évidemment pas l'intégralité de la charge de travail annuelle de la Commission; le travail continu de mise en œuvre de l'acquis, la gestion des politiques communes et des programmes communautaires ainsi que les autres tâches résultant de l'évolution de l'agenda politique n'y sont pas reflétés – ce programme se limite à mettre en lumière les nouvelles initiatives-clés que la Commission a l'intention de proposer en 2006.

A ce jour, la Commission a adopté 37 initiatives de son programme de travail, dont la liste est présentée en annexe I. Ces initiatives – auxquelles il est fait référence ci-dessous – sont destinées à concrétiser les objectifs stratégiques poursuivis par la Commission :

Prospérité

La Commission a engagé des efforts importants dans la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne renouvelée, travaillant en partenariat étroit avec les Etats membres pour soutenir leurs programmes nationaux de réformes. Parmi les nombreuses actions entreprises, la Commission a proposé une série d'actions pour renforcer la compétitivité des **petites et moyennes entreprises (PME)**, qui constituent une source essentielle d'innovation et de création d'emplois. Ces mesures visent à améliorer l'accès des PME aux sources de financement externe, notamment au capital-risque, pour leur permettre de démarrer leurs activités et se développer.

Dans le domaine des **transports**, la Commission a dressé un **bilan à mi-parcours** de la mise en œuvre des actions préconisées dans le Livre blanc adopté par la Commission en 2001³, qui tout en s'appuyant sur la poursuite des actions prévues dans ce dernier, propose des instruments complémentaires afin de promouvoir la mobilité durable. Parmi ces nouvelles priorités figure notamment la **logistique** de la chaîne du transport de marchandises, pour laquelle les travaux ont été lancés avec l'adoption par la Commission d'une communication constituant une première étape vers un plan d'action.

Dans son rapport de convergence adopté à la demande des autorités slovènes, la Commission a considéré que la **Slovénie** est parvenue à un degré élevé de convergence économique avec les autres Etats membres et a proposé qu'elle rejoigne la **zone euro** au 1^{er} janvier 2007. Une proposition sur le taux de conversion de la monnaie slovène en euros a été présentée à la suite de cette évaluation.

Afin de rendre les services publics plus efficaces, un plan d'action sur la modernisation des administrations dans les Etats membres d'ici à 2010 via l'**administration en ligne** a été présenté. Une consultation a été lancée sur la révision du cadre réglementaire applicable aux **communications électroniques**.

¹ COM(2005)531 final du 25.10.2005.

² COM(2005) 73 final du 2.3.2005.

³ COM(2001) 370 final du 12.09.2001.

Par ailleurs, afin d'inciter davantage d'entreprises européennes à soumissionner dans toute l'UE, la Commission a présenté une proposition visant à améliorer les **voies de recours** nationales dont disposent les entreprises lorsqu'elles jugent l'attribution d'un marché public irrégulière. Une réflexion a également été lancée avec toutes les parties concernées sur les moyens d'intensifier la lutte contre la **fraude fiscale**, et une nouvelle génération de **programmes douaniers et fiscaux** a été présentée afin d'améliorer la collaboration entre les systèmes nationaux et de simplifier leur fonctionnement.

Parmi les initiatives adoptées figurent également le lancement de l'**initiative européenne en matière de transparence**, qui comprend un vaste débat sur la manière d'accroître la transparence des affaires européennes, en particulier en matière de lobbying et d'informations sur les bénéficiaires des fonds européens.

Solidarité

En réponse à la demande du Conseil européen des 23 et 24 mars 2006, la Commission a défini les bases d'une **politique européenne de l'énergie** dans un Livre vert qui contient plus de 20 propositions d'actions concrètes afin de permettre à l'UE de disposer d'une énergie sûre, compétitive et durable. Une stratégie communautaire visant à encourager la production de **biocarburants** à partir de matières agricoles a également été présentée, ainsi qu'un plan communautaire visant à enrayer l'appauvrissement de la **biodiversité** d'ici à 2010. La Commission a également adopté une stratégie pour réduire l'impact des **pesticides** sur la santé humaine et l'environnement et une proposition visant à remplacer la législation existante sur la mise sur le marché des **produits phytopharmaceutiques**.

En matière agricole, la Commission a proposé de réformer l'organisation commune des **marchés du vin** afin d'améliorer la compétitivité de ce secteur.

La Commission a également adopté un Livre vert sur une **future politique maritime** de l'Union européenne. L'objectif est de lancer un débat sur une approche holistique des mers et des océans, tout en cherchant à établir un juste équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale dans un contexte de développement durable.

Après les progrès réalisés dans le domaine législatif constituant la base de la politique de cohésion pour la période 2007-2013, des lignes directrices stratégiques en matière de **cohésion** ont été présentées pour faire en sorte que les priorités définies par la Communauté en matière de développement régional soient reflétées dans les programmes nationaux et régionaux de développement actuellement en cours de négociation.

La Commission a présenté une communication sur les priorités à venir pour combattre l'**immigration illégale** en provenance de pays tiers, ainsi qu'une initiative visant à mieux assurer le respect des **droits des enfants** dans l'Union européenne et au-delà. Un Livre vert a été présenté afin d'améliorer l'implication de la société civile dans les actions communautaires de la **lutte contre la drogue**. En matière de droit des personnes, la Commission a lancé un débat sur les questions juridiques qui se posent dans un contexte international en matière de **régimes matrimoniaux**, notamment en matière de conflits de lois et de compétence judiciaire, et a proposé un règlement sur la loi applicable au **divorce**.

Par ailleurs, une feuille de route pour l'**égalité entre les femmes et les hommes** 2006-2010 a été présentée, qui vise à renforcer l'action de l'Union européenne autour de six domaines prioritaires.

Sécurité

En matière de **justice et affaires intérieures**, la Commission a présenté un premier rapport d'application du **plan d'action de La Haye**, et a proposé une méthode pour **l'évaluation** des politiques dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. La Commission a également proposé l'adoption d'un code communautaire sur les **visas de court séjour**, et a proposé la création d'équipes de réaction rapide pouvant être dépêchées provisoirement dans un Etat membre pour lui fournir, à sa demande, une assistance technique et opérationnelle pour la **surveillance des frontières extérieures** en cas d'afflux important de migrants clandestins.

Dans un document stratégique sur la **sécurité des réseaux et de l'information**, la Commission a soutenu un effort de sensibilisation pour que les entreprises, les particuliers et les administrations en Europe prennent les mesures nécessaires à la protection de leurs informations et équipements.

Les partenaires sociaux ont par ailleurs été consultés sur l'opportunité d'intégrer dans le droit européen la **Convention de l'OIT sur les normes du travail maritime**, avec pour objectif d'assurer des conditions de concurrence plus équitables aux opérateurs, d'améliorer la sécurité maritime et de revaloriser la profession maritime.

L'Europe en tant que partenaire mondial

Dans ses rapports de suivi sur la préparation à l'adhésion à l'UE de la **Bulgarie et de la Roumanie**, la Commission a estimé que ces 2 pays devraient être prêts pour l'adhésion au 1^{er} janvier 2007 à condition qu'ils accentuent leurs efforts pour assurer la poursuite des réformes. Dans le cadre du **Consensus européen pour le développement**, la Commission a proposé que la Communauté et les Etats membres s'accordent sur des principes et modes de faire, en vue de développer une approche commune de la **gouvernance** en matière de coopération avec les pays en développement. Faisant suite à la stratégie de l'UE pour l'Afrique arrêtée par le Conseil européen en décembre 2005, la Commission a présenté un nouveau **partenariat UE-Afrique relatif aux infrastructures** visant à faciliter la croissance économique, le commerce, l'intégration régionale et à réduire la pauvreté.

Dans le cadre de la politique européenne de voisinage, des projets de plans d'action nationaux pour **l'Egypte** et le **Liban** ont été élaborés en concertation avec ces pays et transmis au Conseil. Enfin, un nouveau partenariat pour la croissance, la stabilité et le développement entre l'Union européenne et les **Caraïbes** a été présenté, ainsi qu'une stratégie pour renforcer le partenariat avec les îles du **Pacifique**.

○ ○ ○

L'adoption par la Commission de ces 37 initiatives représente un taux d'exécution à mi-parcours de presque 40%. Dans la mise en oeuvre de son programme de travail, la Commission se doit d'assurer que l'ensemble des principes de "mieux légiférer" sont scrupuleusement observés, qu'il s'agisse des consultations externes, des études d'impact ou de la simplification. En particulier, 2006 est la première année au cours de laquelle la Commission applique intégralement les nouvelles lignes directrices en matière d'évaluation d'impact adoptées en juin 2005. Dans certains cas, ceci a conduit à un processus de préparation plus long, impliquant de larges consultations et un recours accru à l'expertise interne et externe. L'ensemble de ce travail en amont enrichira les initiatives qui en découlent, mais implique également la nécessité d'étendre les délais envisagés à l'origine pour la présentation des propositions. Pendant la première partie

de l'année, la Commission a également été impliquée de manière intense dans les discussions interinstitutionnelles sur plusieurs propositions législatives importantes en cours de négociation, telles que la directive Services ou la proposition REACH, en vue d'assurer des progrès dans le processus législatif. Par ailleurs, la Commission a répondu sans délai à un agenda politique en évolution rapide, dans lequel des actions non envisagées à l'origine sont devenues prioritaires.

Ainsi, des avancées notables ont été enregistrées en dehors des initiatives inscrites au programme de travail, telles que l'adoption le 10 mai dernier d'un programme d'action ambitieux, conçu pour les citoyens européens, et retenant douze propositions d'action visant à faire de l'UE une **Europe des résultats**. Ce plan d'action prend en compte les messages reçus dans le cadre du Plan D et des débats nationaux organisés pendant la période de réflexion préconisée l'an dernier par le Conseil européen. On peut également citer la présentation d'un **Livre blanc en matière de communication**, qui propose que la communication – en tant que service aux citoyens et instrument de démocratie – devienne une politique à part entière de l'Union européenne, ou encore l'adoption d'une communication sur les **Services Sociaux d'Intérêt Général** visant à souligner leur spécificité et à clarifier l'acquis communautaire les concernant. La Commission a également proposé de créer un **fonds européen d'ajustement à la mondialisation** permettant à la Communauté d'aider la réinsertion professionnelle des travailleurs licenciés en raison de modifications majeures de la structure du commerce mondial. Dans le secteur des **télécommunications**, la Commission a décidé de présenter une initiative visant à accroître la transparence en matière de frais d'itinérance pour les communications mobiles.

En outre, la Commission a été active pendant le premier semestre de l'année 2006 en réponse aux développements internationaux, par exemple au Liban et dans les territoires palestiniens, ainsi qu'en réponse à des demandes des autres institutions :

- D'intenses travaux ont été menés dans le contexte des négociations sur le **cadre budgétaire 2007-2013**, qui ont permis d'aboutir début mai à un nouvel accord interinstitutionnel. A la suite de cet accord, la Commission a présenté le 24 mai un paquet de plus de 30 propositions révisées visant à ce que la nouvelle génération de programmes de financement soient prêts à démarrer au 1er janvier 2007. De plus, un nouvel instrument pour les droits de l'homme a été proposé à la demande du Parlement européen.
- Les travaux vers la formulation d'une **politique énergétique européenne** intégrée ont connu d'importants progrès, suite à la demande formulée par les chefs d'Etat et de gouvernement lors de leur réunion informelle de Hampton Court en octobre dernier. En s'appuyant sur le Livre vert présenté par la Commission au mois de mars, le Conseil européen de printemps a arrêté une liste d'actions à entreprendre, portant tant sur les aspects intérieurs qu'extérieurs de la politique énergétique. A la suite du Conseil européen, la Commission a présenté un document conjoint avec le Secrétaire général du Conseil / Haut représentant de l'Union pour la Politique Etrangère et de Sécurité Commune, intitulé «Une politique extérieure au service des intérêts de l'Europe en matière énergétique». Les travaux se poursuivent en vue de présenter une analyse stratégique de la politique européenne de l'énergie au début de l'année 2007.
- Le projet de création d'un **Institut de technologie européen (ITE)**, qui deviendrait un nouveau pôle d'excellence dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, a fait l'objet d'une communication de la Commission au mois de février. Faisant suite à la demande formulée par le Conseil européen de mars, la Commission a lancé

un vaste processus de consultation avec les Etats membres et les organisations intéressées. Ce projet, indissociable de la stratégie de Lisbonne en faveur de la croissance et de l'emploi, a été précisé dans une communication au mois de juin. La Commission présentera une proposition formelle avant la fin de 2006.

- En réponse à une requête formulée lors du Conseil européen informel de Hampton Court, en octobre 2005, la Commission européenne s'est prononcée sur la manière la plus appropriée de **moderniser les universités européennes**. Les idées de la Commission ont été présentées dans une communication qui couvre tous les pans d'activité des universités européennes : l'enseignement, la recherche et leur rôle potentiel en tant que moteur de l'innovation.
- Lors de leur réunion informelle à Hampton Court, les chefs d'État et de gouvernement sont convenus que l'UE devait renforcer la **projection extérieure des politiques de l'Union européenne**. Pour donner suite à cette discussion, la Commission a approuvé le 7 juin un document d'analyse intitulé « L'Europe dans le monde : des propositions pratiques pour améliorer la cohérence, l'efficacité et la visibilité ». Une communication sur les relations UE-Irak a également été adoptée, et la Commission a proposé la conclusion d'un accord d'association et de stabilisation avec le **Monténégro** qui a choisi récemment la voie de l'indépendance.

○ ○ ○

Les modalités d'exécution du Règlement intérieur de la Commission prévoient que celle-ci peut **mettre à jour son programme de travail** en cours d'exercice afin de tenir compte des évolutions politiques qui peuvent survenir en cours d'année. Cette actualisation, qui peut être rendue nécessaire par des événements politiques importants, est confirmée dans l'Accord-cadre sur les relations entre le Parlement européen et la Commission (point 30).

La révision à mi-parcours du programme de travail permet de dresser le bilan du programme de travail et de le mettre à jour en fonction des réalités présentes. L'annexe II de la présente communication comporte une liste de points du programme de travail qu'il n'est plus prévu de présenter en 2006, notamment, pour les raisons suivantes :

- initiatives pour lesquelles le contexte interinstitutionnel s'est modifié et pour lesquelles il n'est plus opportun de présenter une proposition cette année;
- initiatives pour lesquelles l'analyse d'impact a montré que la présentation d'une proposition n'est pas opportune, ou pour lesquelles davantage de temps est nécessaire pour mener à bien l'analyse d'impact.
- association avec d'autres initiatives structurées différemment ou mises en œuvre selon un calendrier différent.

L'annexe II présente également une liste d'initiatives maintenant prévues pour adoption en 2006 et qui méritent d'être incluses dans les initiatives prioritaires du programme de travail car elles répondent aux critères d'importance politique fixés par la stratégie politique annuelle. Ces nouvelles initiatives prioritaires répondent notamment à des développements politiques récents, et chacune d'entre elles est accompagnée d'une **justification** concernant son inclusion dans le programme de travail. Ainsi que la Commission s'y est engagée pour l'ensemble des initiatives de son programme de travail, ces nouvelles initiatives politiques seront accompagnées d'une

analyse de leur impact économique, social et environnemental, y compris les incidences sur la compétitivité.

Les nouvelles initiatives que la Commission envisage de présenter concernent des domaines tels que **l'élargissement à la Bulgarie et à la Roumanie**, pour lequel les rapports de suivi permettant d'évaluer les progrès dans la poursuite des réformes seront anticipés au mois de septembre, ou encore **l'innovation en Europe** pour laquelle la Commission proposera une approche transversale. Les travaux en matière d'**amélioration de la réglementation** feront l'objet d'un rapport de progrès définissant les prochaines étapes de l'action de l'Union européenne dans ce domaine, ainsi que d'une révision du programme de simplification de la législation communautaire. Quant aux aspects de sécurité, ils seront renforcés par la présentation d'une initiative sur la protection des **infrastructures critiques** faisant suite au Livre vert de novembre 2005⁴. Enfin, la Commission proposera des mandats de négociation pour la conclusion d'accords d'association avec les pays d'**Amérique centrale** et la **Communauté andine**, et publiera un Livre vert sur les différentes options possibles en vue de moderniser les **instruments communautaires de défense commerciale**.

Par ailleurs, en raison du fait que le Conseil européen de printemps se tiendra en 2007 à une date précoce, la Commission a l'intention d'adopter son rapport annuel de progrès sur la **Stratégie de Lisbonne renouvelée** avant la fin de l'année, en vue de donner au Conseil et au Parlement suffisamment de temps pour examiner cette contribution de la Commission avant la tenue du Conseil européen.

⁴ COM(2005) 576 final du 17.11.2005.

ANNEX I

2006 Work Programme initiatives adopted by the Commission

Reference	Title	Adoption date	COM/SEC References
2006/AGRI+/019	Communication from the Commission - An EU Strategy for Biofuels	08/02/2006	COM(2006)34; SEC(2006)142
2006/EMPL/001	Communication from the Commission – A Roadmap for equality between women and men	01/03/2006	COM(2006)92; SEC(2006)275
2006/DEV/004	Communication from the Commission – An EU-Caribbean Partnership for growth, stability and development	02/03/2006	COM(2006)86; SEC(2006)268
2006/TREN/054	Green Paper - A European Strategy for Sustainable, Competitive and Secure Energy	08/03/2006	COM(2006)105; SEC(2006)317
2006/INFSO/003	Communication from the Commission – i2010 eGovernment Action Plan: Accelerating eGovernment in Europe for the Benefit of All	25/04/2006	COM(2006)173; SEC(2006)511
2006/SG/008	Green Paper – European Transparency Initiative	03/05/2006	COM(2006)194
2006/MARKT/002	Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Council Directives 89/665/EEC and 92/13/EEC with regard to improving the effectiveness of review procedures concerning the award of public contracts	04/05/2006	COM(2006)195; SEC(2006)557 2006/0066(COD)
2006/ECFIN/020	Proposal for a Council Decision in accordance with Article 122(2) of the Treaty on the adoption by Slovenia of the single currency on 1 January 2007	16/05/2006	COM(2006)225 2006/0077 (CNS)
2006/ELARG/001	Communication from the Commission – Monitoring report on the state of preparedness for EU membership of Bulgaria and Romania	16/05/2006	COM(2006)214; SEC(2006)595; SEC(2006)596; SEC(2006)598
2006/TAXUD/001	Proposal for a Decision of the European Parliament and of the Council establishing an action programme for customs in the Community (Customs 2013)	17/05/2006	COM(2006)201; SEC(2006)570 2006/0075(COD)
2006/TAXUD/002	Proposal for a Decision of the European Parliament and of the Council establishing a Community programme to improve the operation of taxation systems in the internal market (Fiscalis 2013)	17/05/2006	COM(2006)202; SEC(2006)566 2006/0076 (COD)
2005/ENV/011	Communication from the Commission – Halting the loss of biodiversity by 2010 – and beyond : Sustaining ecosystem services for human well-being	22/05/2006	COM/2006/216; SEC(2006)621; SEC(2006)607

Reference	Title	Adoption date	COM/SEC References
2006/DEV/002	Communication from the Commission – EU relations with the Pacific islands : a strategy for a strengthened partnership	29/05/2006	COM(2006)248; SEC(2006)642
2006/INFSO/002	Communication from the Commission – A strategy for a Secure Information Society – “Dialogue, partnership and empowerment”	31/05/2006	COM(2006)251; SEC(2006)656
2006/TAXUD/003	Communication from the Commission concerning the need to develop a co-ordinated strategy to improve the fight against fiscal fraud	31/05/2006	COM(2006)254; SEC(2006)659
2006/FISH/001	Communication from the Commission – Towards a future Maritime Policy for the Union: A European Vision for the Oceans and Seas	07/06/2006	COM(2006)275
2006/TREN/007	Communication from the Commission under Article 138(2) of the EC Treaty on the strengthening of maritime labour standards	15/06/2006	COM(2006) 287
2006/AGRI/003	Communication from the Commission – Towards a sustainable European wine sector	22/06/2006	COM(2006)319; SEC(2006)770; SEC(2006)780
2005/TREN/011	Communication from the Commission – Keep Europe moving : Sustainable mobility for our continent (Mid-term review of the European Commission’s 2001 Transport White Paper)	22/06/2006	COM(2006)314; SEC(2006)785
2006/ECFIN/021	Conversion rates between the euro and the currencies of the Member States adopting the euro	28/06/2006	COM(2006)320
2006/JLS/007	Green Paper on the role of Civil Society in Drugs Policy in the European Union	26/06/2006	COM(2006)316
2006/TREN/010	Communication from the Commission - Freight Transport Logistics in Europe – the key to sustainable mobility	28/06/2006	COM(2006)336; SEC(2006)818; SEC(2006)820
2006/INFSO/001	Communication from the Commission on the Review of the EU Regulatory Framework for electronic communications networks and services	29/06/2006	COM(2006)334; SEC(2006)816 and 817
2006/ENTR/007	Communication from the Commission - Implementing the Community Lisbon Programme: Financing SME Growth – Adding European Value	29/06/2006	COM(2006)349; SEC(2006)841, 842 and 856
2006/JLS/017	Communication from the Commission - Evaluation of EU Policies on Freedom, Security and Justice	28/06/2006	COM(2006)332; SEC(2006)815
2006/JLS/016	Communication from the Commission - Report on the implementation of the Hague programme for 2005	28/06/2006	COM(2006)333; SEC(2006)813 and 814

Reference	Title	Adoption date	COM/SEC References
2006/JLS/009	Communication from the Commission - Towards an EU Strategy on the Rights of the Child	04/07/2006	COM(2006)367; SEC(2006)888 and 889
2005/REGIO+/013	Proposal for a Council Decision on Community strategic guidelines on cohesion	12/07/2006	COM(2006)386; SEC(2006)929
2003/SANCO/61	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council concerning the placing of plant protection products on the market	12/07/2006	COM(2006)388; SEC(2006)930 and 931
2004/ENV/003	Communication from the Commission – A Thematic Strategy on the Sustainable Use of Pesticides	12/07/2006	COM(2006)372 and 373; SEC(2006)894 and 895; SEC(2006)914
2006/DEV/006	Communication from the Commission – Interconnecting Africa: the EU-Africa Partnership on Infrastructure	12/07/2006	COM(2006)376; SEC(2006)896; SEC(2006)983
2005/JLS/187	Proposal for a Council Regulation amending Regulation (EC) No 2201/2003 as regards jurisdiction and introducing rules concerning applicable law in matrimonial matters	17/07/2006	COM(2006) 399; SEC(2006) 949 and 950
2005/JLS/188	Green paper on conflict of laws in matters concerning matrimonial property regimes, including the questions of jurisdiction and mutual recognition	17/07/2006	COM(2006) 400; SEC (2006) 952
2006/JLS/002	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a Community Code on Visas	19/07/2006	COM(2006) 403; SEC(2006) 957 and 958
2006/JLS/003	Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing a mechanism for the creation of Rapid Border Intervention Teams and amending Council Regulation (EC) No. 2007/2004 as regards that mechanism	19/07/2006	COM(2006) 401; SEC(2006) 954 and 955; SEC(2006) 953
2006/JLS/005	Communication from the Commission on Policy priorities in the fight against illegal immigration of third-country nationals	19/07/2006	COM(2006) 402; SEC(2006) 964 and 965; SEC(2006) 1010
2006/DEV/005	Communication on a European consensus for governance & development	30/08/2006	COM(2006) 421; SEC(2006) 1020; SEC(2006) 1021 and 1022

ANNEX II

Modifications to the list of priority initiatives of the 2006 Work Programme

DG	To be added	To be removed	Justification
ECFIN	2006/ECFIN/096, 2006/ECFIN/097 Convergence Reports Slovenia/Lithuania		The date for the adoption of the Convergence Report was delayed from the second quarter until October. Consequently, Slovenia and Lithuania requested specific Convergence Reports, which were approved by the Commission in May 2006.
ELARG	2006/ELARG/027 Monitoring Report on Bulgaria and Romania		In May 2006 the Commission decided to consider whether the date of accession for Bulgaria and Romania could be maintained on the basis of further review of their progress. As a consequence these reports need to be decoupled from the rest of the autumn Enlargement package and adopted at an earlier date.
ELARG	2006/ELARG/028 Negotiation mandate for stabilisation and association agreement with Montenegro		Following the recent independence referendum, need to negotiate stabilisation/association agreement with the new state of Montenegro and revise the negotiation mandate for a stabilisation/association agreement with Serbia. These proposals were adopted on 6 July 2006.
ENTR		2006/ENTR+/008 Communication on Defence Industries and Markets	The inter-institutional context has changed and the proposal will no longer be brought forward this year, but in 2007. This is meant to ensure appropriate synchronisation of Commission “first pillar” initiatives (on public procurement of defence products and intra-EU transfer of defence products) scheduled for 2007, with the European Defence Agency “second pillar” work strands, and to have a comprehensive package of initiatives, of which this communication would constitute the programmatic framework.
ENTR		2006/ENTR/004 Revision of Directive 88/378/EC on the safety of toys	This proposal can be adopted by the Commission only after the revision of the New Approach (2006/ENTR/001), as it is a sectoral adaptation flowing from that revision. The timing of the revision of the New Approach has been delayed due to unexpected difficulties in assessing the impacts in a very broad range of sectors.
ENTR		2006/ENTR/006 Proposal for a Directive amending Directive 98/34/EC laying down a procedure for the provision of information in the field of technical standards and regulations and of rules on information society services	The inter-institutional context has led to delays in the adoption process of the proposal for a directive on services. The proposal to extend Directive 98/34/EC to services can only be adopted by the Commission once the proposal for a directive on services will be adopted, given the links between the two proposals.

DG	To be added	To be removed	Justification
ENV		2006/ENV/016 Revision of a Directive 2001/81/EC of the EP/Council on National Emission Ceilings (NEC) for certain atmospheric pollutants	The national emission ceilings are calculated on the basis of "baseline" scenarios based on energy and air pollution projections made by the Member States in a consultation process that was planned to end in December 2005. Many Member States have had difficulties in preparing these projections on time and/or to ensure that they are consistent with their climate change obligations under the Kyoto Protocol. As the negotiations in Council will need to be based on a common understanding of these projections, the Commission decided to grant extra time for Member States to finalise their projections, and to make them consistent with their submissions to the UN Framework Convention on Climate Change. As a consequence, the NEC baseline for all Member States will only be ready in September 2006. Only then can the analysis of the ceilings start.
INFSO	2006/INFSO/029 Proposal for a Regulation on international roaming tariffs		Unjustifiably high consumer prices for roaming within the Community have been a matter of concern to the Commission, the European Parliament, national regulatory authorities and consumer organisations for some considerable time. The European Council has identified the importance of reducing roaming prices for competitiveness. Given the particular cross-border nature of the service, and the fact that the regulatory framework does not give regulators the tools to take action, EU regulation in this field is necessary in the interests of the Single Market. This proposal was adopted on 12 July 2006.
JLS		2005/JLS/077 Proposal for Council Decision creating a European Law Enforcement Network (LEN) in the fight against terrorism	The inter-institutional and political context has changed and a proposal will no longer be brought forward this year. On recent occasions, a majority of the Member States have expressed reservations on the need for the LEN network. As a consequence, the Commission is going to launch a study on existing EU cross-border alert networks for police authorities and review its approach once this study is completed

DG	To be added	To be removed	Justification
JLS		2004/JLS/116 Proposal for a Council Framework Decision on a computerised system of exchange of information on criminal convictions	In order to ensure the feasibility of such an index and its efficient functioning, a sufficient level of certainty needs to be ensured concerning the identity of the convicted person. An ongoing study, which will be finalised this autumn, shows that Member States have different approaches in this regard, which are sometimes incompatible. The Commission adopted in July 2006 a Working Paper ⁵ which includes a questionnaire to Member States and outlines several options which need to be discussed in more depth with Member States. The answers to the questionnaire should enable the debate to take place on the basis of a better understanding of the situation.
JLS		2006/JLS/013 Modification of Framework Decision on combating terrorism to make transmission of expertise in explosives/bomb making for terrorist purposes a crime	Preparatory work has demonstrated the need for a more substantial modification than originally intended. The revised remit of the proposal will be much broader, and thus requires more extensive impact analysis and consultations.
JLS		2006/JLS+/015 Communication on a European Cyber-security and Cyber-crime Policy	The ongoing impact assessment study revealed the need for additional consultations with stakeholders, which will require a prolonged preparatory period. As regards internal policy coordination, the Communication should build on the orientations provided by the upcoming initiative on European Programme for Critical Infrastructure Protection and the planned Communication on Malware and Spyware, foreseen for the 4th quarter 2006. Therefore, delivery during the first quarter of 2007 is advisable to ensure coherent policy development.
JLS	2006/JLS/045 Proposal for a European Programme for Critical Infrastructure Protection (EPCIP)		Follow-up to the Green Paper of November 2005 ⁶ demonstrated the need for a legislative instrument setting the framework for the EPCIP programme. In particular, the 2005 December Justice and Home Affairs (JHA) Council called upon the Commission to present a proposal for a European Programme for Critical Infrastructure Protection. The objective of this proposal is to provide a common framework for the protection of critical infrastructures in the EU and to establish the foundations for the European Programme for Critical Infrastructure Protection (EPCIP), with a view to ensuring adequate levels of protection and rapid recovery arrangements throughout the EU.

⁵ COM(2006) 359 final of 4.7.2006.

⁶ COM(2005) 576 final of 17.11.2005

DG	To be added	To be removed	Justification
MARKT		2006/MARKT/003 White Paper on the Integration of the EU Mortgage Credit Market	The release of the White Paper has been postponed to ensure further consultation of all stakeholders. A high-level dialogue between lenders and borrowers has been launched on consumer protection issues. An expert group is exploring the funding issues. Results of these initiatives are indispensable before the White Paper is released.
MARKT		2006/MARKT/005 Directive of the European Parliament and of the Council on Clearing and Settlement in the securities field	Following the evolution in the markets, the work undertaken by DG COMP and the analysis of DG MARKT, it has become clear that at this stage the most effective route towards improved price transparency and increased competition is by getting industry to commit itself to an ambitious code of practice. Legislation might have to be considered at a later stage if the results agreed in the code are not delivered and if markets don't evolve in a way which reduces barriers and associated costs. Clearing and Settlement remains a key action in 2006, but the chosen tool for that action is, by now, a Code of Practice and not a directive as originally envisaged in the Commission Communication of 28.4.2004 ⁷ .
RELEX	2006/RELEX/022 Proposal to the Council for negotiating directives for an Association Agreement with Central America		At the 11-13 May EU-Latin America Summit in Vienna, Heads of State and Government have taken the decision to launch in 2006 negotiations for an EU-Central America Association Agreement. The EP has expressed its support for the start of such negotiations.
RELEX	2006/RELEX/023 Proposal to the Council for negotiating directives for an Association Agreement with Andean Community		At the 11-13 May EU-Latin America Summit in Vienna, Heads of State and Government have taken the decision to initiate in 2006 a process leading to negotiations for an EU-Andean Community Association Agreement. Both the EP and the EESC have expressed their support for the start of such negotiations.
RELEX		2006/RELEX/012 Communication on a EU External Relations Strategy to Counter Terrorism	The Instrument for Stability provides a new legal basis for assistance addressing long-term security threats such as counter-terrorism, non-proliferation of WMD, fight against organized crime and illegal trafficking, as well as conventional disarmament and human security. In view of this new legal context, the Commission will prepare in 2007 a Communication to take stock of EU assistance efforts aimed at alleviating and preventing security threats and to make proposals to improve the effectiveness and coherence of EU external assistance in areas related to security policy.
RELEX		2006/RELEX/013 Communication : “ Conventional Disarmament as a contribution to Human Security”	
RELEX		2006/RELEX/ 014 Communication on a Strategy for non-proliferation and disarmament of Weapons of Mass Destruction	

⁷ COM(2004) 312 final of 28.4.2004.

DG	To be added	To be removed	Justification
SANCO		2005/SANCO/006 Communication on organ donation and transplantation in the EU	The impact assessment carried out in 2006 on this very complex and sensitive issue shows that more time is needed for public consultation.
SANCO		2005/SANCO/058 Proposal for a regulation on animal by-products	The work thus far carried out on the Impact Assessment in 2006 shows that more time is needed to complete the proper analysis and assessment before coming forward with this initiative.
SG/ENTR	2006/SG+/030 Communication on innovation: breaking free		The Spring European Council of March 2006 has invited the Commission to present an initiative on a broad-based innovation strategy for Europe. Innovation issues will be discussed during the Competitiveness Council of 25 September 2006.
SG/ENTR	2006/SG+/029 Horizontal Communication “Better Regulation global review - progress report and next steps”		Commitment made by the Commission at the 2006 Spring European Council to prepare an analysis of the progress to date for the December 2006 European Council and to show where further work is needed to continue to make progress in all areas of better regulation.
SG/ENTR	2006/SG+/016 Update of the Simplification Rolling Programme		This initiative will update the Commission’s 2005 Simplification Rolling Programme ⁸ , for the period 2005-2008, to implement the new simplification strategy in line with the political priorities set out for Better Regulation policy in March 2005. The objective is to review progress, identify problems and corrective action including new simplification initiatives, as well as review progress of decision-making on simplification proposals at inter-institutional level.
TRADE	2006/TRADE/021 Green paper on the Review of the Community's Trade Defence Instruments		The launch of a reflection process on the use of Trade Defence Instruments has been announced following the anti-dumping investigations on imports of leather shoes from Asian countries, which have highlighted the complexity of global markets. This initiative flows from the Communication on the External Aspects of Competitiveness scheduled for the autumn.
TRADE		2006/TRADE/002 Communication on the renewed Market Access Strategy	The decision to postpone to the first quarter of 2007 is due to the general shift of time-lines concerning the overarching Communication on External Aspects of Competitiveness, which will be adopted in autumn.
TREN		2006/TREN/033 Proposal for a regulation extending the tasks of the European Aviation Safety Agency to air traffic management, air navigation services and airports	The Agency needs first to prepare for the extension of its tasks to air operations and licensing, currently under discussion by the co-legislator. Discussion on this first extension has been delayed and a common position can be achieved at the best end of 2006.

⁸ COM(2005) 535 final of 25.10.2005.

DG	To be added	To be removed	Justification
TREN		2006/TREN/003 Communication on the implementation of a dedicated European rail freight network	A consultation paper including problem analysis, objectives and possible options has been circulated to representative organisations, with deadline for replies set at 30 June. Whereas there has been broad agreement on the need for action, the consultation demonstrated the need for a more thorough assessment of which services are requested by the user, the various options including consideration of a broader range of instruments and the reinforcement of quality of services in general. An external study is being set up to carry out next phases' assessment. As a result the impact assessment will only be finished by the end of the year, with the Communication being ready early next year.
TREN		2006/TREN/009 Package of proposals aiming to reinforce the position and the normative framework of inland waterway transport	Discussions in Council on the Communication on promotion of inland waterway transport (NAIADES Action Programme) have raised important questions on the institutional aspects of this programme. Postponement to next year will allow more time for consultation and analysis of the institutional question.
TREN		2006/TREN/+15 Communication on the development of energy markets with neighbouring countries	The European Council of March 2006 called for the development of a Strategic Review of the Energy Policy for Europe. This review will be adopted by the Commission early 2007 in time for the next Spring's European Council. It will deal, amongst other subjects, with external EU Energy policy issues and therefore a separate Communication on this subject is no longer needed.
TREN		2006/TREN/026 Communication on Clean Coal Technologies	In response to the request of the European Council of March 2006, the Commission plans to adopt early 2007 a Strategic Review of the Energy Policy for Europe together with a "package" of initiatives in the energy field. The Communication on Clean coal, previously foreseen for adoption in 2006, is now included in this "energy package" and therefore to be postponed to 2007.